



Le Lien

Union
syndicale
Solidaires

Journal des retraités-es



n°74 - Juin 2019

Editorial

ON A VOTE...ET PUIS APRES ?

Le résultat des élections européennes de mai 2019 doit nous interpeller. Sur la forme, premièrement. Comment ne pas qualifier de pantalonnade l'élection de députés européens anglais (pardon : du Royaume plus ou moins Uni) alors qu'ils ont voté leur départ de l'Europe ? Quel bel exemple de cafouillage, de déni de démocratie, où le vote du peuple, quelle que soit l'opinion qu'on en ait, n'est toujours pas pris en compte trois ans après ? Cela ne vous rappelle-t-il pas, toute proportion gardée, la mascarade du vote français de 2005 refusant le traité de constitution européenne, qui revint par la fenêtre peu après par un tour de passe-passe parlementaire ? Et, pour rester en France, quelle crédibilité donner à la présence de 34 listes, dont certaines n'avaient même pas les moyens financiers de faire campagne, ni même d'imprimer affiches, professions de foi et bulletins de vote ? Où est la démocratie réelle dans cette overdose de listes, où, trop de choix tuant le choix, le résultat a été à l'image des manipulations perverses de notre cher Président : le bipartisme droite-gauche est (provisoirement ?)

mort et laisse la place à un duel frelaté entre gentils libéraux (sous-entendez « démocrates ») contre affreux populistes xénophobes, ce qui n'est évidemment pas faux pour l'ex-front national. Bien sûr, l'émergence à une confortable 3^{ème} place des Verts ne doit pas nous chagriner, mais il faut garder en mémoire les 16% de l'histrion Cohn-Bendit lors de précédentes élections, tout ça pour quoi ? Une dérive très libérale qui rend pitoyable l'itinéraire de l'ex-lanceur de pavés soixante-huitard, et qui n'a pas fait avancer la légitime cause écologiste. Et quand on écoute les propos plutôt compatibles avec les choix économiques actuels de M. Jadot (proposant par exemple de rapprocher les statuts du public et du privé, devinez sur quel modèle...) on ne peut qu'être méfiant et circonspect pour l'avenir, sans pour autant rejeter le bébé avec l'eau du bain. On ne pourra aussi que se réjouir de la contre-performance de la droite rance en coma dépassé, qui n'a jamais aimé ni les travailleurs ni les services publics.



Et nous, la gauche de progrès, dont à SUD-Rail nous nous revendiquons peu ou prou, où est-elle dans tout ça ? La réponse est simple : explosée, émiettée, discréditée, sonnée. Ne parlons pas de la social-démocratie historique, qui, à force de reniements, de compromissions, de mensonges, de dérives ultra-libérales d'une grande partie de ses caciques, semble pour longtemps effacée du paysage politique. Mais la vraie gauche, revendicative, sociale, écologique, celle qui prétend œuvrer pour un changement de société, qu'attend-t-elle pour se réunifier, du moins sur l'essentiel, et nous faire enfin de nouveau rêver d'un monde meilleur ? Il y a urgence, faute de quoi les résultats de l'élection présidentielle de 2022 pourraient être tout tra-

cés : un nouveau duel entre libéraux vraiment de droite et un RN vraiment d'extrême-droite, quelle belle affiche en perspective ! De quoi vous dégoûter de vous déplacer jusqu'à l'isoloir. Alors il est temps que nous, syndicalistes, essayions de donner un vrai coup de pied dans cette fourmilière nauséabonde et que nous retrouvions nos valeurs combattantes pour mettre

un terme à cette succession d'échecs qui dure depuis si longtemps. Cela devra se traduire par une réelle implication dans les mouvements de la société civile. Ainsi le soulèvement social initié par les gilets jaunes n'a pas été soutenu par les appareils syndicaux complètement coupés de la réalité. Avec des structures qui ronronnent doucement ou s'institutionnalisent, pour les mobilisations futures nous devons nous bousculer. La mobilisation des jeunes et leur structuration nous y obligent car ils ont bien compris que le monde qu'on leur vend est voué à l'échec et que leur avenir s'assombrit de jour en jour avec la menace climatique, due et initiée, rappelons-le, par la folie du profit dont se réclament TOUS nos gouvernants. Petit mot pour conclure adressé au camarade Yannick : si l'écologie n'est pas de gauche, ce n'est pas de l'écologie : c'est simplement du *green-washing* libéral qui ne résoudra aucun des graves problèmes auxquels nous sommes déjà confrontés.

Vie de la liaison

SESSION DECENTRALISEE 2019 : UN EXCELLENT CRU ! Unieux, Hameau des Echandés

Du 20 au 24 mai s'est déroulée notre traditionnelle session décentralisée. Le site retenu cette année avait pour cadre le splendide hameau des Echandés, sur la commune d'Unieux (Loire), sis dans une boucle de la Loire, très large à cet endroit du fait du lac de barrage de Grangent, avec comme gare de desserte Firminy, à quelques 5 kilomètres. Rappelons que ce site avait déjà été retenu l'année dernière, mais la session avait dû être reportée en raison du grand conflit social à la SNCF. Ce sont donc plus d'une cinquantaine de participants représentant 14 syndicats régionaux (Lyon, St Etienne, PSE, PSL, PRG, Lille, Bretagne, Pays-de-Loire, Strasbourg, Toulouse, Auvergne-Nivernais, Centraux, Chambéry, Montpellier) qui ont œuvré dans la joie et la bonne humeur pendant cette semaine bien remplie.

L'objectif de nos sessions étant de

mêler dans une ambiance conviviale le sérieux des débats, les plaisirs de la table et celui de la découverte de la région organisatrice, a été encore une fois atteint au prix d'un emploi du temps bien rempli. Trois matinées studieuses ont permis de réfléchir, s'instruire, débattre et affiner nos arguments pour une société meilleure, et chacun sait que dans notre univers ultralibéral il y a urgence à tenter d'inverser les courbes.

Nord-Sud (en fonction des ports et des courants d'échange) et non pas Est-Ouest, d'autant qu'en 20 ans le trafic global tant routier que ferroviaire a baissé sur les deux axes du Mont-Cenis et du Mont-Blanc ! Tout a été fait pour dénigrer la ligne classique, par les partisans du projet mais aussi par les politiques (pentes trop fortes, pas au gabarit, ligne saturée, neige, machines de puissance insuffisante, etc.), alors que les chiffres

montrent que la ligne Chambéry-Modane-Turin ne fonctionne qu'à 17 % de sa capacité, malgré des travaux d'amélioration du gabarit et des installations (double voie, IPCS des deux côtés, renforcement des sous-stations).

Bref un bel exemple de gabegie financière dénoncée à juste titre par la cour des comptes. Et ne parlons pas de l'impact environnemental désastreux et irréversible (tarissement des sources, présence d'amiante, défiguration de la montagne) ni de l'énergie folle nécessaire au refroidissement du tunnel, qui atteindrait dans sa partie centrale le 58° ! Les lois de la physique sont incontournables contrairement à celles des financiers véreux. Bref, le prix du billet pour faire gagner moins d'une heure aux quelques privilégiés lyonnais pour faire leurs courses à Milan (et vice-versa) ou acheminer des camions que la ligne actuelle peut absorber sans problèmes techniques ou de sillons est ahurissant et donc hors de rapport avec le maigre service attendu. Il est donc faux de parler d'intérêt public dans cette affaire, mais plutôt de satisfaction



Rédaction

Daniel Boule
Didier Chaissac
Geoffroy Denledo
Michel Jacquin
Gilles Le Loupp
Eric Marchiando
Yves Roussel
Gilbert Royer
François Truc
Michel Valadier
Alain Vialette

Dès le mardi nous avons eu une démonstration de militantisme convaincu, grâce à Daniel Ibanez, qui fédère côté français les oppositions au grand projet inutile et imposé qu'est le tunnel ferroviaire du Lyon-Turin. Cela concerne paradoxalement un projet ferroviaire qu'il nous faut combattre au titre des grands projets inutiles, à savoir le Lyon-Turin. Cela pourrait paraître au premier abord surprenant que des militants syndicaux cheminots à la fibre écologique s'opposent à un projet censé remettre les camions sur les rails, acte écologique s'il en est. Et pourtant ! Il y a comme qui dirait un lézard dans ce projet pharaonique, au coût prévisionnel démentiel (26 milliards d'€) dans ce projet nocif, à commencer par les prévisions de trafic largement surdimensionnées quand on sait qu'en Europe les grands axes sont plutôt

d'intérêts financiers particuliers, dont ceux des grandes entreprises de BTP qui n'en n'ont jamais assez, avec la complicité de certains élus.

Tout ceci a été magistralement démontré, chiffres et documents en main, par Daniel Ibanez. Il n'est pas besoin de préciser que l'auditoire a été convaincu.

Autre projet inutile présenté par notre camarade Teddy Pestel, le doublement de l'autoroute actuelle A47 Lyon-St Etienne par une nouvelle autoroute parallèle A 45, payante, au prix de travaux démesurés et là aussi hors de proportion avec les services attendus. Certes l'autoroute actuelle est saturée, ce qui n'est pas étonnant quand on sait que les emplois sont dans le bassin lyonnais alors que St Etienne, dont on a détruit le tissu industriel, reste une des villes les moins chères de France pour l'habitat, bel exemple de non-aménagement du territoire pour des motifs financiers. Certes la vallée du Gier est sinueuse et encaissée, mais avec quelques travaux (Pont sur le Rhône) la ligne actuelle SNCF à double voie peut être pour un coût bien moindre améliorée, afin de faire circuler des trains directs.

Bref une matinée toute en démonstrations du mépris de l'intérêt général au profit des mafias financières des grands groupes de BTP !

Le lendemain, Thierry Marx de Solidaires Rhône nous a présenté la lutte des Canuts lyonnais (tisserands du secteur de la Croix-Rousse qui voulaient un prix minimal conventionné de leurs produits). Il y a eu deux soulèvements, en 1831 puis 1834, réprimés dans le sang sous la férule de l'abominable Adolphe Thiers, qui s'illustrera ensuite lors de la Commune de Paris. Notre conférencier élargira son propos nous faisant revivre la naissance du syndicalisme jusqu'à l'après-deuxième guerre mondiale. Enfin le jeudi Bernard Bouché, retraité cheminot de Solidaires-Rhône et Lina, jeune doctorante travaillant avec Solidaires, ont proposé une réflexion sur la nécessaire évolution de notre syndicalisme pour être en phase avec le prolétariat précaire qui hélas

devient la norme dans notre pays. Un petit film instructif nous a retracé la lutte victorieuse des médiateurs du métro lyonnais contre une direction méprisante. Le parallèle est évident avec les entreprises sous-traitantes favorisées par la SNCF (nettoyage, gardiennage) qui se croient encore au 19^{ème} siècle. Les précaires aux très bas salaires n'ont rien à perdre et mènent des actions dont les cheminots devraient retrouver la fibre : rappelons-nous les 5 semaines de grève des agents du nettoyage de Paris-Nord,



qui ont fait d'immenses sacrifices et ont fini par gagner ! Nous avons ensuite élargi le débat aux gilets jaunes, dont on ne peut pas dire que le mouvement ait été bien relayé par nos structures syndicales. Le temps nous a manqué pour approfondir des échanges pourtant cruciaux pour notre avenir.

Dans un tout autre domaine, Gilles a présenté un petit film retraçant notre action au Burkina Faso et l'inauguration finale des trois classes en dur. Notre action ne doit pas s'arrêter là malgré un contexte politique de plus en plus troublé. Un nouveau projet de pompes à eau est actuellement au stade de la réflexion. Il ne tient qu'à notre volonté et à notre générosité pour qu'il se concrétise. Enfin Eric nous a rapidement retracé l'histoire du rail dans le département de la Loire, depuis Marc Seguin jusqu'au TGV en passant par les sempiternelles fermetures de lignes et de réduction de l'offre.

En soirée avaient lieu deux spectacles de qualité : tout d'abord le Théâtre de la Grille Verte (TGV) troupe d'ama-

teurs dont certains cheminots, nous a offert une série de saynètes stigmatisant la folie des portables qui s'immiscent dans tous les actes de la vie quotidienne, pièce justement intitulée « la touche étoile ». Le lendemain, l'humoriste Chraz, présenté par son ami Philippe Guichard, nous a fait nous tordre de rire avec un one-man-show intitulé « salauds de pauvres » où ont fusé à jet continu calembours, aphorismes et réflexions à double sens, comme le titre du spectacle pouvait le laisser

supposer. Du grand art !

En contrepoint avec ce programme dense et captivant, les après-midis ont été consacrées comme à l'accoutumée aux visites de la région. En premier lieu, St Etienne étant un des berceaux des mines de charbon, nous sommes allés sous terre visiter une mine-musée au Clapier, très bien reconstituée. Nous avons même eu droit à un petit parcours en wagonnet sous un gisement charbonnier, sous l'égide d'un guide sympathique et bien au fait de la dure vie des mineurs. Le lendemain s'est avéré plus sportif puisqu'une marche de 14 km avec un dénivelé cumulé de 800 m nous a permis d'admirer le site des gorges de la Loire, en empruntant au passage la plate-forme en partie noyée par le barrage de Grangent de la ligne ferroviaire Firminy-St Just. Une balade teintée d'archéologie ferroviaire, qui a vu rentrer les randonneurs fourbus mais ravis. Enfin le dernier jour c'est en voiture que nous avons pu admirer le site du village de St Victor et du château d'Essalois. Toutes celles et ceux qui ne connaissaient pas la région sté-

phanoise ont été surpris et conquis par la beauté des paysages verdoyants et vallonnés, le charme des petits villages propres, loin de l'image traditionnelle des pays miniers.

Bien entendu toutes ces émotions intellectuelles et physiques nous ont



creusés, et c'est là qu'il faut rendre un hommage appuyé à notre équipe de cuisiniers qui n'ont pas ménagé leur temps pour nous offrir une prestation culinaire de qualité. N'oublions pas non plus notre jovial œnologue Philippe Guichard qui a fait venir une vigneronne bio de la région pour déguster des crus étonnants typiques de terroirs schisteux.

Oui à tous les sens du terme cette session fût (de chêne) un grand cru ! Que soient ici chaleureusement remerciés les organisateurs stéphanois et lyonnais, ainsi que l'ensemble des participants, qui ont tous à des degrés divers mis la main à la pâte pour la réussite incontestable de cette session 2019. Et sou-

haitons que nous soyons encore plus nombreux l'année prochaine dans le même esprit d'ouverture, de curiosité, d'échanges et de convivialité, sur un site qu'il nous reste à déterminer.

INCENDIE À NOTRE-DAME : DÉJÀ PRÈS D'UN MILLIARD D'EUROS DE PROMESSES DE DONS POUR SA RECONSTRUCTION

ALLO ? PINAULT ?
Ouais, faut vous calmer, là.
Dis à ARNAULT et tes potes
de ralentir sur les dons.

JE ME FAIS CHIER À DIRE
AUX GILETS JAUNES ET
À TOUS LES PROLOS QUE
VOUS N'EN POUVEZ PLUS...

...QU'IL FAUT ABSOLUMENT
SUPPRIMER L'ISF, VOUS CAJOLER,
QUE SINON VOUS ALLEZ PLEURER
ET PARTIR À L'ÉTRANGER...

ET VOUS, EN 24 HEURES,
VOUS ME SORTEZ LE P.I.B.
DU MOZAMBIQUE.

Z'ÊTES CONS
OU QUOI ?



Ritournelle des trains en retard.

Pour ceux d'entre nous qui prennent le train, les retards on connaît. Depuis 3 ans, la SNCF qui n'avait fait aucun entretien sur les voies pendant des années a lancé des travaux tout azimut. On met les bouchées doubles. La concurrence va arriver, alors les installations doivent être prêtes pour que les entreprises privées puissent avoir de belles infrastructures pour faire rouler leurs trains. Pour le moment ce sont



bien les clients de la SNCF qui en subissent les conséquences. Il y a les journées sans train sur des lignes entières, situation que l'on n'avait jamais connu auparavant. Aujourd'hui les clients en souffrent au quotidien et pour certaines lignes c'est le pompon. Sur Le Mans-Paris

c'est un retard moyen de 32 % qui a été comptabilisé.

Mais la concurrence arrive et tout va s'arranger.

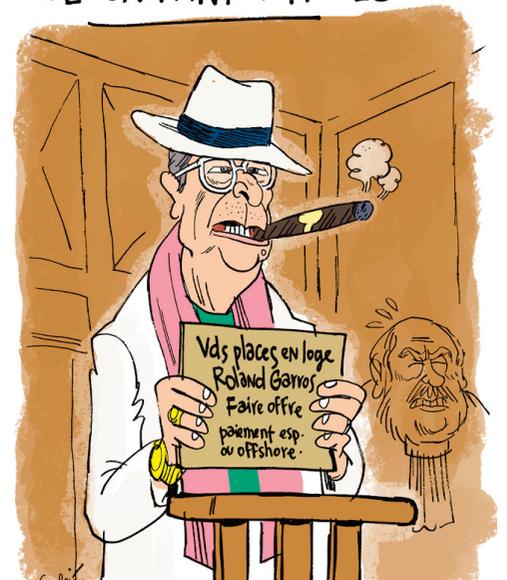
Les clients actuels de la SNCF peuvent râler tant et plus. Dans quelque temps ils pourront rouler sur des

voies neuves avec des trains d'entreprises privées avec plus de confort, et à l'heure puisqu'il n'y aura plus de travaux pour gêner la circulation. Ce qui est encore à voir. Pépy et Macron ont bien calculé leur coup pour démontrer que le privé c'est bien mieux que le service pu-

blic que nous défendons.

Ainsi lorsque les trains privés vont arriver les voyageurs pourront dire : « Ah, le privé, c'est bien mieux que du temps de ces fainéants de cheminots de la SNCF ». Quant aux tarifs, à la sécurité, c'est une autre paire de manches. Il faudra bien rémunérer les actionnaires. Et c'est là que certains regretteront un service public disparu. Mais il sera trop tard.

LES BALKANY EN PROCÈS



Quand la démocratie est mise à mal.

Depuis le 17 novembre 2018 il est à déplorer 591 agressions policières sur des manifestants dont 1 décès, 233 blessures à la tête, 23 éborgnés, 5 mains arrachées (source ALLÔ PLACE BEAUVAU).

Partout, sur le sol français dit de liberté, d'égalité, les nombreux témoignages que nous rapportent les observateurs dans les manif sont corrélés avec les accusations portées par les manifestants ; la répression qui s'est abattue sur les gilets jaunes et les lycéens est hallucinante, pourtant elle s'inscrit dans des pratiques courantes. On ne compte plus les personnes blessées par les flashball (LBD-40) et les grenades (GLI-F4 ou explosives).

Les exemples pleuvent chaque samedi. Parmi ceux-ci : Une journaliste portant un brassard de presse reçoit des coups de pied et de bouclier d'un policier lors de la manifestation des Gilets jaunes à Bordeaux, samedi dernier. Elle a filmé son « agresseur » et a dévoilé la scène dans une vidéo postée sur son compte Twitter.

Larry, forain reçoit une grenade assourdissante GLIF4. Son pied arraché, il repart à cloche-pied en prenant un tir de LBD40 dans la cuisse. Le Mans, source courriel.

Geneviève Legay, 74 ans, porte-parole d'Attac 06 et militante infatigable pour la paix, est grièvement blessée lors d'une charge policière, le 23 mars à Nice. Les CRS procèdent à une violente charge au cours de laquelle Geneviève tombe au sol, sa tête heurtant un poteau

métallique. De multiples images montrent Geneviève, gilet jaune sur le dos et drapeau arc-en-ciel « Pace » dans les mains, avec une attitude totalement non violente en scandant « Liberté de manifester » peu avant la charge policière.

Le 23 mars, la manifestation de Toulouse



est attaquée par les policiers ; les observateurs de l'OPP (Observateurs des Pratiques Policières) regroupant des adhérents de la fondation Copernic, de la Ligue des Droits de l'Homme et du syndicat des avocats de France (SAV), sont témoins de l'attaque de la manifestation festive, pacifique et joyeuse par les policiers, la BAC et les CSI. Ces derniers ont pénétré au cœur du cortège pour confisquer une banderole, en frappant violemment les manifestants avec des matraques. Sidérés par ces faits, ces derniers ont protesté verbalement. Les forces de l'ordre ont riposté en utilisant des grenades et des bombes lacrymogènes. Ceci a entraîné une fin de soirée des plus violentes, avec grenadage massif, sans dis-

cernement, avec même des manifestants pourchassés dans les ruelles et matraqués.

Ces actes ont été filmés et seront rendus public.

De plus, les observateurs de l'OPP, isolés et pourtant clairement identifiables (chasuble), ont aussi été la cible des policiers. Là aussi, la liste est longue ; Blessures au front, grenades jetées sur la main à plusieurs reprises, jets d'eau violents (pourtant observateur isolé), menaces verbales, physiques, coups de matraques sur appareils photos, bousculades volontaires par derrière...

L'ensemble des citoyens doit connaître ces actes. Les donneurs d'ordre sont des gens à la solde des banquiers prêts à sacrifier la population et la condition humaine pour spéculer et s'enrichir. Devant tant de haine pour des gens qui luttent pour plus de justice, qui résistent, pour tous ces militants qui portent en eux plus de justice sociale, notre devoir est de dénoncer et de s'opposer à ces pratiques. C'est l'essence même de notre syndicalisme, de nos pratiques.

Les normes gênent : supprimons les normes !

En Macronie, le temps presse. Pour lui donner des ailes, les Marcheurs, à l'Elysée, au gouvernement ou à l'Assemblée, simplifient ces abominables lourdeurs administratives qui entravent le progrès. Après la loi Elan, votée l'année dernière, qui s'assoit sur l'avis des architectes des Bâtiments de France « en cas de péril » dans les sites historiques, après la loi Notre-Dame – adoptée à l'Assemblée, qui, pour que l'on puisse mener à bien le chantier de la cathédrale, *dans les 5 ans,*

entend déroger au Code du patrimoine sur les monuments historiques, voilà le décret « sites naturels » ! En préparation au ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, ce texte prévoit de « déconcentrer les procédures » en cas d'aménagements ou de constructions dans les quelques 2700 paysages remarquables classés du territoire, comme la baie de Somme, le cirque de Gavarnie, le Marais poitevin, les gorges du Verdon... Désor-

mais, ce ne sera plus au ministre de donner son accord en cas de travaux, mais au seul préfet. Un échelon « plus près du terrain et de ses réalités », plaide le gouvernement. « Trop proche des acteurs économiques et politiques locaux et de leurs intérêts », répondent les associations de défense de l'environnement, inquiètes de cette précipitation.

LA SNCF S'AUTODETRUIT ENCORE...

Depuis la nomination du sinistre Pépy à sa tête, et plus généralement depuis que les lois d'airain du libéralisme s'acharnent à détruire en France comme ailleurs tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à un service public, la SNCF n'a cessé de se recroqueviller sur ses quelques rares segments qu'elle estime rentables, sans se soucier que les petits ruisseaux faisant les grandes rivières, c'est en élarguant les branches dont elle veut la mort malgré l'opposition des usagers et des citoyens qu'elle affaiblit le système ferroviaire tout entier. Mais n'est-ce pas le but suicidaire qu'elle poursuit inexorablement depuis des années, pour la satisfaction unique des intérêts financiers.

C'est ainsi qu'en moins de deux décennies ont complètement disparu du paysage ferroviaire français les wagons isolés, les voitures-restaurants, les voitures-lits, puis les trains de nuit en général (sauf deux miraculés, mais pour combien de temps encore ?), ainsi que les trains postaux, les fourgons et le service de bagages accompagnés, les voitures classiques directes irriguant finement le territoire, les guichets de renseignement et de vente, les indicateurs et fiches horaires, les triages, les petites lignes secondaires, les petites gares ou points d'arrêt, les relations internationales hors TGV bref, tout un inventaire à la Prévert, et le raton-laveur du poème doit de plus en plus s'accommoder de l'autocar ou de la voiture particulière, malgré les grands discours écologiques à la mode mais surtout jamais suivis d'effet.

Un pas de plus vient d'être franchi par cette équipe de saboteurs avec d'une part la suppression annoncée des derniers auto-trains et d'autre part les graves menaces pesant sur le convoi de primeurs Perpignan-Rungis. Dans le premier cas, c'est la fin d'un service initié dès 1957 sur une relation Boulogne-maritime – Avignon, prolongé rapidement à Fréjus, destiné aux touristes anglais désireux de visiter le Sud de la France avec leur voiture. Le principe, simple, permettait à ces voyageurs d'effectuer le gros du trajet de nuit, en

dormant confortablement, alors que leur voiture suivait dans le même convoi, à plus de 120 km/h de moyenne. Très rapidement cet ingénieux système allait s'imposer dans toute l'Europe, et, au plus fort de son expansion, on dénombreait plus

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



d'une centaine de destinations estivales ou hivernales, certaines de gros trafic étant même quotidiennes, telles le TAC Paris-Nice. Oui, TAC comme Train-Auto-Couchettes, un sigle que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître, ayant depuis peu été remplacé par le banal « auto-train ». Au lieu de pérenniser et de développer un service, on en change le nom et on réduit la voilure, technique très au point chez nos dépeceurs du service public. A l'heure ou la réduction du trafic routier est sur toutes les lèvres des décideurs qui trompent leur monde, on a sciemment élagué ce service longtemps florissant (suppression de dessertes, mauvais horaires, qualité de service dégradée, les techniques de sabotage sont rodées !), à tel point que la carte des lignes offertes était devenue au fil des ans squelettique, prélude à leur suppression définitive.

Pour ce qui est du Perpignan-Rungis, le scénario est encore plus scandaleux. A l'aube des années 70 était mise en service la gare fret de Rungis, desservant le tout nouveau MIN (Marché d'Intérêt National) remplaçant avantageusement les anciennes halles de Paris. Sur des installations modernes et bien agencées se succédaient chaque nuit de nombreux

trains entiers de produits périssables (marée, viandes, primeurs, etc.). Mais rapidement la boulimie des transporteurs routiers, pratiquant le dumping social, méprisant la réglementation du travail autant que celle de la route, accaparaient les meilleurs trafics, également aidés par l'incurie de certains cadres commerciaux SNCF. Petit à petit Rungis s'est habitué à voir défiler jour et nuit une noria de gros camions pollueurs pendant que les rails en surnombre rouillaient tranquillement. Bref, il ne reste actuellement plus que le Perpignan-Rungis, tracé à 160 Km/h, pour rappeler la tradition ferroviaire d'antan qui proclamait fièrement : « la SNCF transporte tout et par tous les temps ». Oui, les temps ont bien changé ! Nous vivons une époque formidable où le fossoyeur en chef de la SNCF peut tranquillement s'exclamer devant les micros « C'est triste de voir disparaître ce trafic, mais il faudrait renouveler le parc de wagons et ça coûte cher ! » Triste sire, honteux PDG d'une entreprise en état de mort clinique qui s'avoue incapable de financer un parc de seulement 80 wagons spécialisés (c'est vrai que le parc actuel accuse ses 40 ans), au risque de mettre sur nos routes surchargées plus de 20 000 poids-lourds supplémentaires à l'année ! Ce gros malin pense qu'en supprimant les trafics, il n'y aura plus de frais, et donc plus d'emmerdes ! C'est un complice des ennemis du rail qui mène actuellement la SNCF à sa perte. Pépy démission !

Aux dernières nouvelles des tractations étaient en cours pour tenter de sauver provisoirement ce train devant le tollé de l'annonce de sa suppression. Mais restons vigilants, les manœuvres dilatoires sont aussi une spécialité de nos gouvernants et des nervis qui sabotent les services publics. Quant à l'auto-train, une pétition circule actuellement sur Internet que nous vous convions à signer.

Danger des aliments ultra-transformés: deux études alertent les consommateurs.

Abuser des plats industriels dits « ultra-transformés » augmenterait le risque cardiovasculaire et de décès selon deux études européennes.

Deux études européennes* ont été menées auprès de 120 000 personnes et publiées le 30 mai. Elles mettent en garde face aux dangers des plats industriels « ultra-transformés ». Consommés avec excès, ils augmenteraient le risque cardiovasculaire et de décès, bien que ces études ne montrent aucun lien direct de cause à effet.

Les plats hautement transformés fa-

mation avec, par exemple, de l'huile hydrogénée, de l'amidon modifié... Ils contiennent également de nombreux ingrédients comme des additifs. Si le plat ne contient pas d'additif, qu'il soit congelé ou pas, il ne fait pas partie des aliments ultra-transformés. En revanche, la plupart des plats à réchauffer, les steacks végétaux reconstitués, les saucisses, les soupes en poudre, les snacks ou encore les sodas

Quels résultats ?

La consommation de ces aliments serait associée à un risque plus élevé de maladies cardiovasculaires. C'est en tout cas ce qu'a révélé l'étude : 1409 cas sur les 105 159 participants. En jeu également les maladies coronariennes dans 665 cas, et des maladies cérébro-vasculaires dans 829 cas.

Les cas ayant consommé 15 % à 25% supplémentaires d'aliments ultra-transformés ont 12 % de risque de maladies cardiovasculaires. Le risque accru de mortalité s'élève à 62 % par rapport à une consommation moindre de ces aliments, à savoir deux portions par jour. Une portion supplémentaire par jour augmente le risque de mortalité de 18 %.

*Les deux études ont été menées auprès de plus de 100 000 adultes français et près de 20 000 diplômés d'universités espagnoles. Elles sont parues dans le *British Medical Journal*.

La contribution française de l'Inserm porte sur plus de 100 000 participants, en majorité des femmes, suivis entre 2009 et 2018. La consommation de 3 300 aliments et boissons a été étudiée.



vorisent l'obésité, l'hypertension artérielle, voire les cancers.

Qu'est ce qu'un aliment ultra-transformé ?

Les aliments sont considérés comme ultra-transformés lorsqu'ils ont subi des procédés industriels de transfor-

mant du sucre et des édulcorants, sont concernés.

Les produits les plus dangereux sont finalement ceux riches en sel, en graisses saturées, en sucre, et sont parallèlement pauvres en vitamines et en fibres selon les études.

Procès France Télécom. Les responsables des suicides vont-ils payer ? A quand ceux de la SNCF ?



Manif de SOLIDAIRES et SUD-Ptt devant le tribunal

**"Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire."
Albert Einstein**

Pour avoir un point sur la situation du LYON-TURIN, vous pouvez voir sur Youtube la vidéo de l'émission «Pièces à conviction» d'Elise Lucet diffusée sur France 3 avec le lien ci-dessous.

www.youtube.com/watch?v=BV0Zt-Ip-0k

Procès de Monsanto devant la Cour d'Appel de Lyon Nouvelle victoire pour l'agriculteur Paul François.

Paul François agriculteur de Charente et Président de l'association Phyto-victimes a été gravement intoxiqué en avril 2004 en inhalant accidentellement les vapeurs d'un herbicide, le Lasso fabriqué et vendu par la multinationale Monsanto. Il faillit en mourir et souffre depuis cette date de troubles neurologiques, de maux de tête violents, de pertes de connaissances, de comas à répétition et de fatigue extrême...

Malgré sa maladie très invalidante, c'est avec courage et détermination que Paul François, soutenu par sa famille, a pris la décision de s'engager avec l'aide de son avocat Maître François Lafforgue et les associations Henri Pézerat et Générations Futures dans un long et difficile combat contre la firme multinationale américaine Monsanto. Il voulait faire éclater la vérité sur la dangerosité des biocides utilisés massivement dans l'agriculture au mépris de la santé humaine et de l'environnement.

Pendant quinze ans, Monsanto a tout fait pour échapper à ses responsabilités, usant et abusant des procédures judiciaires, des pressions de toutes sortes, ne reculant devant



rien, dans le but de faire craquer psychologiquement Paul François et de l'obliger à renoncer. En février 2012, il fut le premier agriculteur du monde à faire condamner Monsanto devant un tribunal de grande instance. La Cour d'appel de Lyon confirmera ce jugement en septembre 2015. S'en suivra une avalanche de plaintes d'agriculteurs américains contre Monsanto. Paul François et François Lafforgue leur

avaient ouvert la voie.

Toujours en 2015, la Cour de Cassation, saisie par Monsanto, renvoya l'affaire devant une nouvelle Cour d'Appel recomposée au motif que le fondement juridique de la plainte devait être celui de la responsabilité du fait des produits défectueux et non la responsabilité de droit commun, plaidée initialement. Cette Cour vient ce 11 avril, de donner pleinement raison à Paul François en condamnant Monsanto pour une troisième fois. Dans son délibéré, la Cour d'Appel de Lyon l'a ainsi condamné à payer les frais d'avocat de Paul François (cinquante mille euros) et demandé que la demande d'indemnisation réclamée pour préjudices physiques et moraux de plus d'un million d'euros, soit jugée par le Tribunal de Grande Instance de Lyon.

Pour l'Union syndicale Solidaires qui accompagne depuis 2010 le combat exemplaire des

salariés victimes des pesticides de la coopérative agricole bretonne Triskalia et qui viennent d'obtenir le 2

avril un nouveau soutien du Parlement Européen, cette décision de la Cour d'Appel de Lyon contre Monsanto est une victoire historique remportée par Paul François mais aussi une victoire pour toutes les victimes des pesticides qu'ils soient agriculteurs, salariés ou riverains qui se battent pour faire reconnaître leurs maladies et leurs préjudices.

La France 3^{ème} marchande d'armes du monde.

La France est l'un des principaux pourvoyeurs d'armements de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, de l'Egypte, engagés contre les rebelles Houtis au Yémen. Le conflit a fait plus de 10 000 morts, déplacé plus de trois millions de personnes et provoque une famine dans ce pays le plus pauvre de la région. Ces ventes d'armes françaises à l'Arabie saoudite, alors qu'elle est soupçonnée de crimes de guerre sont inadmissibles. La France ne peut pas continuer à approvisionner ces pays en armes, qui sont les responsables de la mort des enfants, des femmes et des hommes dans cette guerre.



La France, vendeur d'armes responsable au Yémen

L'industrie qui tue en pleine forme !

Une nouvelle fois en 2018, les ventes des marchands d'armes français ont progressé. 17 Mds d'€ achetées par l'armée française et 12,3 Mds par les armées étrangères. Ce qui fait dire à notre très chère ministre des armées qui nous coutait si cher au temps où elle officiait à la SNCF : « *Un euro investi dans les industries de la Défense, ce sont au bout de dix ans, deux euros de croissance économique* ». Si l'on comprend bien, pour que ces industriels et leurs salariés puissent vivre de leur travail, il faut que de par le monde, d'autres meurent sous les effets de ce qu'ils produisent.

L'Accord de Partenariat Economique (APE)

Les traités transatlantiques de libre échange TAFTA et CETA, sont connus de tous, mais connaissez-vous l'Accord de Partenariat Economique entre l'Union Européenne et L'Afrique de L'Ouest (APE) ?

En 2014, l'Union Européenne a décidé la suppression des droits de douane sur les produits originaires des pays signataires, immédiatement pour les importations dans l'UE et progressivement pour les exportations des produits de l'UE vers l'Afrique de l'Ouest. Tous les pays de la zone ont signé cet accord, sauf le Nigéria, la Mauritanie, la Gambie et la Guinée Bissau. 12 des 16 Etats d'Afrique de l'Ouest sont classés dans la catégorie des Pays les moins avancés (PMA). Les conséquences économiques et sociales pour ces pays les plus pauvres de cette zone du monde seront dramatiques.

Suite à l'amplification des pressions de l'Union Européenne concernant l'aide au développement des pays les plus pauvres, les hauts fonctionnaires ouest-africains chargés des négociations ont fini par parapher un APE régional le 30 juin 2014. L'APE est limité aux marchandises mais une

clause "de rendez-vous" prévoit la mise à l'ordre du jour des autres sujets (services, investissements, marchés publics...).

Risques pour l'agriculture et pour les budgets des Etats africains.

Une concession accordée par l'UE concerne les produits agricoles qui sont classés dans la catégorie des produits dits "sensibles" pouvant conserver leurs protections. Malgré tout, la plupart des matières premières agricoles destinées aux industries locales sont libéralisées (poudre de lait, céréales, etc.). Cette libéralisation génère une concurrence accrue avec les matières premières équivalentes produites par les agriculteurs africains. Par ailleurs, la baisse des droits de douane va affecter les budgets des Etats ouest-africains. Ces derniers ont déjà bien du mal à mettre en œuvre des politiques de développement agricole alors que l'agriculture fournit 60 % des emplois et 80 % des besoins alimentaires. De

l'autre côté, l'UE subventionne fortement ses agriculteurs, avec pour conséquence la vente des productions agricoles en-dessous du prix de revient (concurrence déloyale). Concrètement à moyen terme, l'Europe se fournira sans frais de douane en coton, cacao, café, fruits exotiques...et inondera le marché africain de produits qui viendront concurrencer les productions locales. C'est la mort de l'agriculture africaine !

Face aux problèmes alimentaires, climatiques, démographiques et sécuritaires que doit affronter le continent africain et alors que l'Europe consacre une part croissante de son aide au développement et à la lutte contre l'immigration, ce libéralisme forcé fragilise l'Afrique de l'ouest et met en danger des millions d'habitants.

La suppression des quotas laitiers en UE a des conséquences jusqu'en Afrique. Trop de lait chez nous, c'est la ruine des paysans africains !

Dès que la suppression de ces quotas a été effective la production laitière a augmenté de telle manière que les surplus sont arrivés sur le marché en UE. Dans le même temps une crise due au manque de beurre a eu lieu sur le marché mondial. De nouveaux pays consommateurs de ce produit (Chine, Russie) sont arrivés avec des demandes importantes. Cela a eu comme conséquence un déséquilibre entre l'offre et la demande, entraînant la hausse des prix du beurre dans nos magasins.

Face à cette demande les industriels du secteur ont réagi rapidement. Ils ont utilisé la surproduction de lait pour fabriquer du beurre et ainsi pro-



fiter de la hausse des prix de cette matière première. Sauf que ce changement a conduit à la production de lait écrémé. Que faire de ce sous-produit ? L'exporter vers les pays en développement tels que ceux de l'Afrique de l'Ouest par exemple. Ce lait en poudre a néanmoins un grave défaut : il ne contient plus aucune matière grasse ce qui en fait un produit sans valeur. Qu'à cela ne tienne, ils ont la solution ! Non pas remettre de la crème des vaches dans le lait, mais utiliser de l'huile de palme qu'ils introduisent dans la poudre de lait afin qu'elle se rapproche des

caractéristiques du lait en taux de gras notamment.

Le Burkina et le Mali ont vu débarquer chez eux quantité de ce lait en poudre enrichi à l'huile de palme. Comme il s'agit d'un sous produit de l'industrie laitière européenne, il est vendu sur ce marché à un prix très bas. Cela a forcément des conséquences sur l'économie laitière locale. Des fermiers burkinabé entre autres sont confronté à cette concurrence et ne peuvent plus tirer autant de revenus qu'auparavant.

Mais pourquoi donc les prix de ce lait sont-ils si bas ? Eh, bien parce que l'Europe subventionne l'exportation de ces produits au nom de la PAC. Avec nos impôts qui financent la PAC nous ruinons les petits paysans africains. Une productrice du Burkina Faso explique que le lait de ses vaches doit être vendu 400FCFA le litre pour qu'elle en tire un revenu alors que le lait en poudre européen est vendu 200 FCFA. Ces prix bas sont aussi le résultat d'un partenariat économique signé entre l'UE et les Pays d'Afrique de l'Ouest qui prévoit une suppression des droits de douane entre les produits européens et produits africains importés en Europe qui s'accompagne de la baisse des aides au développement de ces pays,

c'est toujours à l'avantage des pays dominants que se font ces accords (voir ci-dessus).

Les rapports économiques des pays dominants persistent entre dominants et dominés comme entre la France et ses anciennes colonies et ceci en est encore un nouvel exemple. De même que l'exportation de nos déchets informatiques vers ces pays qui se retrouvent avec des montagnes de matériels (téléphones, ordinateurs, imprimantes) qui pour nous



n'ont plus de valeur mais qui permettent à des milliers d'enfants de tirer un revenu de survie au détriment de leur santé et de celle de leurs proches. Un documentaire passé à la télé dernièrement l'a montré et de même le roman « *Les fils conducteurs* » de Guillaume Poix (Editions Verticales) qui se passe près du port d'Accra, au Ghana, dans une immense décharge de produits électroniques.

Retraités, investissez dans les EHPAD !!!

Le secteur des EHPAD ne s'est jamais aussi bien porté et connaît une explosion des investissements.

Parmi les 500 plus grandes fortunes de France on retrouve 6 propriétaires de groupe d'EHPAD. Le secteur attire des fonds d'investissements, des banques, des fonds de retraite venus parfois des Emirats Arabes Unis ou d'autres continents, et aussi de particuliers. Soyons clairs, nous parlons des EHPAD du secteur privé lucratif qui en 2016 ont réalisé plus de 3 milliards € de CA, 15,5% de marge et 38 millions d'€ de bénéfice et ont doublé en 5 ans les dividendes versés aux actionnaires.

Bien entendu ce secteur privé lucratif qui bénéficie aussi d'aides publiques (!) sait ajuster sa rentabilité sur le dos des personnels et des résidents, pardon, des clients... Une maison de retraite serait plus rentable qu'un centre commercial ! Alors, investissez... ou économisez pour vos vieux jours... en EHPAD, vous en aurez besoin !

Le Monde Diplomatique

L'ISF c'est fini, les dons aussi !

Pour pousser les plus riches à donner, il faut d'abord les faire payer. Telle pourrait être la conclusion tirée de la suppression de l'ISF, désormais remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI). En un an, le montant des dons récoltés par les associations et les fondations a baissé de 50 % selon France Générosité, le syndicat professionnel de ces dernières. Amenés à payer moins d'impôts, les donateurs les plus aisés ne voient plus aucun intérêt à profiter de la défiscalisation permise par la loi sur le mécénat. Ce dont le mécénat culturel a large-

ment pâti. Alors comment faire, à l'heure où les caisses de l'Etat sont vides et que plus aucune institution culturelle ne peut se passer de l'argent du privé ? Taper dans la bourse des moins riches, assurément. Ces dizaines de milliers de particuliers qui participent aux campagnes de sauvegarde du patrimoine, de restauration ou d'achats d'œuvres pour un musée, à hauteur de petites sommes. Beaucoup n'ont pas vu leurs impôts baisser. Mais qu'importe. Ils donnent, parce qu'ils veulent – par leur geste – faire quelque chose. Non pas pour eux. Mais pour l'ensemble de la collectivité.

Au programme de La Belle Rouge 2019

Du théâtre, du cirque, des musiques, des films, des chansons, des débats et des rencontres...

Du 26 au 28 juillet 2019

**à Saint-Amant-Roche-Savine
près d'Ambert (63)**

**pour trois jours de festival
avec la Compagnie Jolie Môme
et ses amis**

Renseignements au 01 49 98 39 20 -
06 83 59 80 11 -

<http://cie-joliemome.org>

Vive la Culture

Quelques livres à emporter dans vos valises pour continuer à réfléchir, à vous cultiver et à vous informer pendant vos vacances



P. Servigne et Al. Une autre fin du monde est possible Ed. Seuil 19 €

D'avantage qu'un effondrement global, soudain, les auteurs insistent sur le fait qu'« un effondrement de civilisation n'est pas un événement mais un enchaînement d'événements catastrophiques ponctuels sur fond de changements progressifs non moins déstabilisants ». Ce sont les fissures qui fragmentent le monde qui rendent possible cet « effondrement systémique global ». On citera pêle mêle la catastrophe nucléaire de Fukushima, les déplacements massifs de populations repoussées aux frontières par les guerres et autres tragédies, les crises économiques, la montée des extrémismes au sein des grandes puissances mondiales...

Alors, comment se prépare-t-on à l'effondrement ? Peut-on survivre quand tout s'est écroulé ? Oui, écrivent ces trois essayistes. D'avantage que survivre, il faut vivre.

Quelques phrases de la postface à ce livre de Cyril Dion, l'auteur des films «Demain» et «Après demain».

Car dans le fond, en avons nous quelque chose à faire de ces écrans plats, de ces Smartphones, de ces voitures connectées, de ces enceintes intelligentes, de ce flux continu de séries de films, de sport diffusés 24/24 h sur les centaines de chaînes diffusées sur nos box, de ces piles de vêtements qui prennent la poussière dans nos placards ? Que voulons-nous vraiment ? Si je devais répondre à cette question (exclu bien sûr, manger à sa faim, boire, être abrité et soigné), cela ressemblerait certainement à pouvoir me balader dans la nature, le nez au vent, chauffé par le soleil, avoir de bons amis avec qui je peux partager ce qui compte le plus pour moi, qui seront là en cas de coup dur et pour qui je serai là aussi, aimer très fort un(e) chéri(e), des enfants, être aimé très fort pour ce que je suis, faire ce qui me passionne, ce pour quoi je suis doué, être utile, lire, écrire, créer, écouter ou faire de la musique, découvrir ce que je ne connais pas encore, manger de bons produits sains, avoir le choix, avoir du temps, comprendre ce que je fais sur cette planète. Dans cet inventaire très peu de choses dépendent d'une technologie de pointe. Tout cela demande une organisation humaine qui ne fasse pas de la prédation, de la compétition, et de l'asservissement des valeurs cardinales, mais qui place la coopération, le partager, l'intelligence, l'interdépendance avec le reste du vivant au centre de ses institutions.

L'art d'être libre dans un monde absurde ? Tom Hodgkinson Ed. LLL 8,9 €

C'est un véritable manifeste de résistance au monde contemporain. Profondément joyeux car prônant une liberté totale, c'est un livre salvateur. Dénigrant aussi bien les joies factices de la consommation, les remèdes contemporains à la mélancolie, que l'ennui qui s'est abattu sur le monde suite à des décennies de seule recherche du profit, ce livre nous appelle à redevenir des esprits autonomes - et à nous ménager ainsi un espace individuel de reconquête de la liberté.

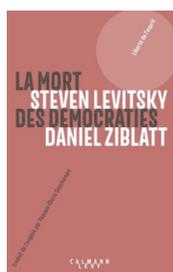


Pour vivre heureux, vivons égaux ! De Kate Pickett & Richard Wilkinson Ed. LLL 24,50 €.

Une démonstration que les sociétés fondées sur l'égalité, le partage et la réciprocité engendrent des niveaux de bien-être bien plus élevés pour tous. Le livre met en lumière nombre des problèmes parmi les plus urgents auxquelles notre société fait face aujourd'hui, démontre que des sociétés fondées sur l'égalité, le partage et la réciprocité engendrent des niveaux de bien-être bien plus élevés et nous montre le chemin qui y mène.

Les deux épidémiologistes et universitaires ont mis les inégalités au cœur du débat public en démontrant que les sociétés inégalitaires ont de moins bonnes performances que les sociétés plus égalitaires, et ce dans tous les domaines, de l'éducation à l'espérance de vie. Ce livre apporte la preuve que les inégalités matérielles

ont des effets psychologiques puissants: ils contestent l'idée que les humains soient naturellement égoïstes et en compétition. heureux, vivons égaux !



La mort des démocraties? Steven Levitsky Daniel Ziblatt Ed. Calman-Lévy 20,50 €

Les démocraties ne meurent plus comme naguère, avec des coups d'Etat et des tanks dans la rue. Les gouvernements autoritaires s'installent désormais au pouvoir à la suite d'élections régulières. Commence alors un processus discret de démantèlement des institutions démocratiques qui remet en cause l'indépendance de la justice, limite la liberté de la presse, noyautent les instances arbitrales et redécoupe de manière partisane la carte électorale. Ils montrent que les institutions démocratiques ne peuvent se défendre toutes seules ; elles doivent être encore accompagnées par les bonnes moeurs démocratiques des acteurs politiques : la tolérance et la retenue. Sans quoi elles se vident de leur substance. Les auteurs montrent que l'une des premières causes de la mort des démocraties est l'introduction des comportements de guerre civile à l'intérieur même de nos débats démocratiques. Une leçon plus que jamais nécessaire pour nos démocraties



L'Humanité en péril, Fred Vargas Ed. Flammarion 15 € .

Il y a dix ans, j'avais publié un très court texte sur l'écologie. Et quand on m'a prévenue qu'il serait lu à l'inauguration de la COP 24, c'est alors que j'ai conçu un projet de la même eau, un peu plus long, sur l'avenir de la Terre, du monde vivant, de l'Humanité. Rien que ça. » Ce livre, qui explore l'avenir de la planète et du monde vivant, souhaite mettre fin à la « désinformation dont nous sommes victimes » et enrayer le processus actuel.

**Vive
la Culture**

**JEAN-CLAUDE
GRUMBERG**

LA PLUS PRÉCIEUSE
DES MARCHANDISES

UN CONTE

La Plus Précieuse des marchandises, J. Claude Grumberg Ed. Seuil 12 €

Il était une fois, dans un grand bois, une pauvre bûcheronne et un pauvre bûcheron. Non non non, ce n'est pas Le Petit Poucet ! Pas du tout. Moi-même, tout comme vous, je déteste cette histoire ridicule. Où et quand a-t-on vu des parents abandonner leurs enfants faute de pouvoir les nourrir ? Allons... Dans ce grand bois donc, régnaient grande faim et grand froid. Surtout en hiver. En été une chaleur accablante s'abattait sur ce bois et chassait le grand froid. La faim, elle, par contre, était constante, surtout en ces temps où sévissait, autour de ce bois, la guerre mondiale.



Les Racines de la colère, Vincent Jarousseau Ed. Les Arènes 22 €

En 2016, Macron, lance son mouvement En Marche ! Choix de ce nom : il faut bouger pour s'en sortir. Début 2017, le photographe s'installe à Denain, ville de 20 000 habitants dans le nord de la France, afin de suivre le quotidien de familles populaires pour qui la mobilité n'est pas toujours une solution. Pendant deux ans, il a donné la parole à des personnes invisibles dans les médias, et tenté de montrer les fractures qui menacent notre modèle démocratique. Un roman-photo, où tout est vrai. Chaque propos a été enregistré et retranscrit à la virgule près. Les Racines de la colère racontent le quotidien d'une France qui n'est pas « en marche ».



Nous voulons des coquelicots, F. Nicolino, F. Viellerette Ed. LLL 8 €

Dans ce livre les auteurs à l'initiative de ce mouvement dont nous avons déjà parlé ici; dénoncent la collusion du monde politique, de certains scientifiques et de la FNSEA avec les fabricants de pesticides. Les pesticides sont des poisons qui détruisent tout ce qui est vivant. Ils sont dans l'eau de pluie, et l'estomac des abeilles, dans le cordon ombilical des nouveau-nés, dans le nid des oiseaux. Ils provoquent des cancers, des maladies de Parkinson, des troubles moteurs ou cérébraux chez les enfants, des infertilités. Le tiers des oiseaux ont disparu, les abeilles et les pollinisateurs meurent par milliards. Nos gouvernants doivent interdire tout de suite tous les pesticides en France.



Dans l'ombre du brasier, Hervé le Corre. Ed. Rivages noir. 22,5 €

En 1871, Dans un Paris insurgé la Commune fait feu de tous les espoirs du 18 au 28 mai, c'est une révolte exaltée que nous suivrons dans ce roman passionnant, relatant les dernières braises de ces journées d'espérance. Ils ont fait un rêve et voulu le réaliser. Un rêve d'émancipation pour tous les laissés-pour-compte, pour les travailleurs, pour toutes les femmes, « Balayer les vieilles servitudes ». Cette « parenthèse inespérée » se colore d'un rouge qui n'est plus celui de la révolte mais celui du sang. La « Semaine sanglante », comme l'Histoire la nommera, opposera 130000 versaillais à 30000 communards en arme. La répression fera des dizaines de milliers de morts du côté des insurgés.

ÉRIC VUILLARD

La guerre des pauvres

1837

La guerre des pauvres, Eric Vuillard. Ed. Actes sud. 8,5 € On ne dira jamais assez les troubles à l'ordre public causés par Gutenberg, cet inconscient. Imprimer la Bible, c'était la populariser. La populariser, c'était faire savoir que «vous ne pouvez servir Dieu et les richesses ». Il y a cinq cents ans, en Bohême, un fou de Dieu nommé Thomas Müntzer trouva donc dans ce gros livre subversif des arguments pour dire la messe en allemand, prôner «un soulèvement de l'homme ordinaire », demander qu'on «tue les souverains impies», et finir décapité à l'âge de 35 ans. Un petit chef-d'œuvre, dense et affûté comme un coutelas, raconte , accompagné de trois cents hommes, s'en est « allé à la guerre comme dans la Bible, priant, exultant, appelant un miracle, dans une atmosphère de fin du monde ».

Fédération Sud-Rail
sud.rail.federation@gmail.com / www.sudrail.fr
Liaison Nationale des Retraités-e-s
17 bd de la Libération 93200 Saint Denis Tél 01 42 43 99 77
www.retraitesudrail.org
liaisonretraites@retraitesudrail.org

Liaison Nationale des
Retraités-e-s SUD-Rail

